

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1961

[2004/201578]

**20 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
arrêtant le règlement d'ordre intérieur des Commissions de conservation des sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Vu la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 30, § 4, tel qu'inséré par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 17 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2003;

Vu l'avis 35.839/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur des Commissions de conservation des sites Natura 2000 repris en annexe I^{re} est arrêté.

Art. 2. Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Annexe I^{re}Section I^{re}. — Modalités de convocation**Règlement d'ordre intérieur des Commissions de conservation des sites Natura 2000**Article 1^{er}

Les convocations aux réunions sont envoyées par pli ordinaire à tous les membres au moins huit jours ouvrables à l'avance. En cas d'absence de la moitié des membres à la réunion, le Président envoie par pli ordinaire à tous les membres dans les trois jours ouvrables de la réunion une convocation à une seconde réunion qui se tient au plus tard dans les 15 jours ouvrables qui suivent la première réunion. Au cours de cette seconde réunion, la Commission siège alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Article 2

La convocation énumère les différents points mis à l'ordre du jour. Elle est signée par le secrétaire. La convocation est accompagnée d'une copie des dossiers et des notes d'observations. Lorsque les annexes des dossiers sont trop volumineuses ou difficiles à multiplier, la convocation indique qu'elles peuvent être consultées au siège de la Commission de conservation.

Article 3

Le secrétaire de la Commission établit un projet de procès-verbal et, s'il échet, d'avis motivé.

Le procès-verbal indique le nom des membres présents, des membres excusés ou ayant quitté les travaux en cours de séance. Il indique aussi les nom et qualités des personnes invitées ou entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats et le résultat des votes éventuels.

Les procès-verbaux des réunions de la Commission sont adressés aux membres effectifs et suppléants, au plus tard avec l'ordre du jour de la séance suivante. Ils sont soumis à approbation lors de la réunion suivante.

La Commission peut, dans les cas d'urgence motivée, approuver, séance tenante, tout ou partie du procès-verbal ou du texte d'un avis motivé.

La Commission arrête le texte définitif des procès-verbaux et des avis motivés.

Le procès-verbal et les avis motivés sont signés par le président de séance et le secrétaire. Ils sont conservés au siège de la Région wallonne, Division de la Nature et des Forêts dont dépend la Commission.

Les extraits des procès-verbaux et des avis sont certifiés conformes par le secrétaire.

Les membres effectifs, les suppléants et le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions reçoivent les procès-verbaux.

Les personnes invitées ou entendues peuvent consulter au secrétariat les procès-verbaux des séances auxquelles elles ont assisté.

Article 4

Le secrétaire veille à la notification ou à la transmission des décisions, convocations et autres communications prévues en vertu des articles 25, §§ 3, 4 et 5, 26, §§ 1^{er} et 4, 27, § 4, et 29, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le secrétaire assure également la diffusion des décisions dans les meilleurs délais sur le site internet de la D.G.R.N.E. relatif à Natura 2000.

Article 5

En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, la Commission en informe le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Section 2. — Règles applicables aux délibérations

Article 6

Sur proposition d'un membre et à l'invitation du président, les Commissions peuvent inviter, dans le cadre de leurs travaux toute personne qu'elles souhaitent entendre. Cette personne ou son représentant légal, peut se faire assister par un conseil.

Le secrétaire de la Commission établit le compte rendu des auditions et en transmet une copie aux membres.

Article 7

A défaut de consensus, les votes ont lieu à bulletin secret et les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents, compte non tenu des abstentions. En cas de parité des votes, la proposition est rejetée.

Article 8

Les Commissions désignent en leur sein un vice-président. En cas d'empêchement du président en titre, le vice-président assure la présidence de la séance. En cas d'empêchement du président et du vice-président, la présidence est assurée par le membre effectif le plus âgé.

Une liste des présences est dressée pour toutes les réunions des Commissions.

Article 9

Les membres effectifs assistent aux réunions des Commissions de conservation avec voix délibérative. Les membres suppléants peuvent assister aux réunions des Commissions avec voix consultative. Cependant, un membre suppléant porteur d'une procuration d'un membre effectif empêché assiste à la réunion avec voix délibérative. Le membre effectif empêché d'assister à la réunion en informe immédiatement son suppléant ainsi que le secrétariat de la Commission.

Section 3. — Périodicité des réunions

Article 10

Les Commissions se réunissent au moins quatre fois par an et chaque fois qu'il est nécessaire, notamment lorsque les délais de remise d'avis l'imposent.

Les Commissions tiennent leurs réunions auprès du siège administratif du Directeur de Centre de la Direction des services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement dont elles dépendent.

Les Commissions peuvent se réunir dans d'autres localités de la Région wallonne lorsqu'elles l'estiment utile.

Section 4. — Des incompatibilités

Article 11

Il est interdit à tout membre des Commissions, directement intéressé par un point mis à l'ordre du jour, soit personnellement, soit par personne interposée, d'être présent aux délibérations ou au vote dudit point.

Si l'incompatibilité touche le président de la Commission, sa compétence est exercée par le vice-président.

Si la réalité d'un intérêt direct d'un membre est contestée, la Commission en délibère en présence de ce membre. Si la délibération en cause conduit à un partage des voix, la décision relève de la compétence du président de séance qui tranche sans appel.

Section 5. — Dispositions diverses

Article 12

Sous réserve du respect des dispositions légales ou réglementaires, les Commissions de conservation des sites Natura 2000 statuent sur les cas non prévus par le présent règlement après en avoir informé le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Article 13

Le président de chaque Commission de conservation des sites Natura 2000 est garant de l'application du présent règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon arrêtant le règlement d'ordre intérieur des Commissions de conservation des sites Natura 2000.

Namur, le 20 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1961

[2004/201578]

**20. NOVEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festsetzung der Geschäftsordnung der Erhaltungskommissionen der Natura 2000-Gebiete**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

Aufgrund der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 30, § 4, so wie durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen eingefügt;

Aufgrund des am 17. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur;

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. September 2003 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.839/2/V des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der Anlage I stehende Geschäftsordnung der Erhaltungskommissionen der Natura 2000-Gebiete wird angenommen.

Art. 2 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. November 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Anlage 1

*Abschnitt 1 — Vorladungsmodalitäten***Geschäftsordnung der Erhaltungskommissionen der Natura 2000-Gebiete**

Artikel 1

Die Vorladungen zu den Versammlungen werden allen Mitgliedern per gewöhnlichen Brief mindestens acht Werktage im Voraus zugeschickt. Falls die Hälfte der Mitglieder der Versammlung fern bleibt, schickt der Vorsitzende allen Mitgliedern per gewöhnlichen Brief innerhalb von drei Werktagen nach der Versammlung eine Vorladung zu einer zweiten Versammlung zu, die spätestens innerhalb von 15 Werktagen nach der ersten Versammlung stattfindet. Während dieser zweiten Versammlung tagt die Kommission dann wirksam, was auch immer die Anzahl der anwesenden Mitglieder ist.

Artikel 2

In der Vorladung werden die verschiedenen Punkte der Tagesordnung aufgelistet. Sie wird von dem Sekretär unterzeichnet. Der Vorladung wird eine Abschrift der Akten und der Beobachtungsnotizen beigelegt. Wenn die Anlagen der Akten zu dick oder zu schwierig zu vervielfältigen sind, wird in der Vorladung angegeben, dass sie am Sitz der Erhaltungskommission eingesehen werden können.

Artikel 3

Der Sekretär der Kommission erstellt einen Protokollentwurf und gegebenenfalls einen Entwurf eines begründeten Gutachtens. In den Protokollen wird der Name der anwesenden Mitglieder, der entschuldigter Mitglieder oder der Mitglieder, die den Arbeitsraum während der Sitzung verlassen haben, angegeben. Der Name und die Eigenschaft der vorgeladenen oder bei der Untersuchung von bestimmten Punkten der Tagesordnung angehörten Personen werden ebenfalls angegeben.

In dem Protokoll werden die Verhandlungen und das Ergebnis der etwaigen Abstimmungen zusammengefasst.

Die Protokolle der Versammlungen der Kommission werden den effektiven und den stellvertretenden Mitgliedern spätestens mit der Tagesordnung der folgenden Sitzung zugeschickt. Sie werden während der folgenden Versammlung zur Genehmigung vorgelegt.

Die Kommission kann in begründeten dringenden Fällen gesamte oder teilweise Protokolle oder Texte von begründeten Gutachten auf der Stelle genehmigen.

Die Kommission verabschiedet den endgültigen Text der Protokolle und der begründeten Gutachten.

Das Protokoll und die begründeten Gutachten werden von dem Vorsitzenden der Sitzung und dem Sekretär unterzeichnet. Sie werden am Sitz der Wallonischen Region, in der Abteilung Natur und Forstwesen, der die Kommission untergeordnet ist, aufbewahrt.

Die Auszüge der Protokolle und der Gutachten werden von dem Sekretär als gleichlautend genehmigt.

Die effektiven Mitglieder, die Stellvertreter und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Natur gehört, erhalten die Protokolle.

Die vorgeladenen oder angehörten Personen können die Protokolle der Sitzungen, denen sie beigewohnt haben, im Sekretariat einsehen.

Artikel 4

Der Sekretär sorgt für die Zustellung oder die Übermittlung der Beschlüsse, Vorladungen und anderen gemäß den Artikeln 25, §§ 3, 4 und 5, 26, §§ 1 und 4, 27, § 4, und 29, §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 12 Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Mitteilungen.

Der Sekretär sichert ebenfalls die fristgerechte Bekanntmachung der Beschlüsse auf der Natura 2000 betreffenden Internet-Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Artikel 5

Falls ein Mandat vor dessen Ende vakant wird, informiert die Kommission den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Natur gehört, davon.

Abschnitt 2 — Auf die Beratungen anwendbare Regeln

Artikel 6

Auf Vorschlag eines Mitglieds oder auf Anweisung des Vorsitzenden können die Kommissionen im Rahmen deren Arbeiten jegliche Person, die sie anhören möchten, vorladen. Die betroffene Person oder deren gesetzlicher Vertreter kann sich von einem Berater unterstützen lassen.

Der Sekretär der Kommission erstellt das Protokoll der Anhörungen und übermittelt den Mitgliedern eine Abschrift davon.

Artikel 7

In Ermangelung eines Konsenses finden die Abstimmungen durch geheime Stimmzettel statt und werden die Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst, wobei die Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Artikel 8

Die Kommissionen bezeichnen einen stellvertretenden Vorsitzenden unter ihren Mitgliedern. Im Verhinderungsfall des amtierenden Vorsitzenden übernimmt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz der Sitzung. Im Verhinderungsfall des stellvertretenden Vorsitzenden übernimmt das älteste effektive Mitglied den Vorsitz.

Eine Liste der Anwesenden wird für alle Versammlungen der Kommissionen aufgestellt.

Artikel 9

Die effektiven Mitglieder wohnen den Versammlungen der Erhaltungskommissionen mit beschließender Stimme bei. Die stellvertretenden Mitglieder können den Versammlungen der Kommissionen mit beratender Stimme beiwohnen. Ein stellvertretendes Mitglied, das Inhaber der Vollmacht eines verhinderten effektiven Mitglieds ist, wohnt jedoch der Versammlung mit beschließender Stimme bei. Das effektive Mitglied, das der Versammlung nicht beiwohnen kann, informiert seinen Stellvertreter sowie das Sekretariat der Kommission sofort davon.

Abschnitt 3 — Häufigkeit der Sitzungen

Artikel 10

Die Kommissionen treten mindestens viermal im Jahr und jedes Mal, wenn es nötig ist, zusammen, insbesondere wenn die Fristen für das Abgeben der Gutachten es erforderlich machen.

Die Kommissionen treten am Verwaltungssitz des Direktors der Zentralstelle der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, der sie untergeordnet sind, zusammen.

Die Kommissionen können in anderen Ortschaften der Wallonischen Region zusammentreffen, wenn sie es für notwendig halten.

Abschnitt 4 — Unvereinbarkeiten

Artikel 11

Es ist jedem Mitglied der Kommissionen, das persönlich oder über eine Mittelsperson direkt an einem auf der Tagesordnung stehenden Punkt beteiligt ist, untersagt, bei den Beratungen oder der Abstimmung bezüglich des besagten Punktes anwesend zu sein.

Betrifft die Unvereinbarkeit den Vorsitzenden der Kommission, so wird dessen Amt von dem stellvertretenden Vorsitzenden ausgeübt.

Wird die tatsächliche direkte Beteiligung eines Mitglieds angefochten, so berät die Kommission in Anwesenheit dieses Mitglieds darüber. Hat die betroffene Beratung eine Stimmgleichheit zur Folge, so fällt die Entscheidung in den Zuständigkeitsbereich des Vorsitzenden der Sitzung, der endgültig entscheidet.

Abschnitt 5 — Sonstige Bestimmungen

Artikel 12

Vorbehaltlich der Einhaltung der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen befinden die Erhaltungskommissionen der Natura 2000-Gebiete über die in der vorliegenden Regelung nicht vorgesehenen Fälle, nachdem sie den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, davon informiert haben.

Artikel 13

Der Vorsitzende jeder Erhaltungskommission der Natura 2000-Gebiete bürgt für die Anwendung der vorliegenden Regelung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Geschäftsordnung der Erhaltungskommissionen der Natura 2000-Gebiete beigefügt zu werden.

Namur, den 20. November 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1961

[2004/201578]

**20 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de Instandhoudingscommissies voor Natura 2000-sites**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 30, § 4, zoals ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-sites alsook van de wilde fauna en flora;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud), gegeven op 17 september 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2003;

Gelet op het advies 35.839/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2003, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde huishoudelijk reglement van de Instandhoudingscommissies voor Natura 2000-sites wordt vastgesteld.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

Bijlage I

Afdeling I. — Oproepingsmodaliteiten

Huishoudelijk reglement van de Instandhoudingscommissie voor Natura 2000-sites

Artikel 1

Oproepingen tot de vergaderingen worden per gewoon schrijven gestuurd aan alle leden ten minste acht werkdagen vooraf. Bij afwezigheid van de helft van de leden op de vergadering, stuurt de Voorzitter alle leden binnen drie werkdagen na de vergadering, per gewoon schrijven, een oproeping tot een tweede vergadering dat plaatsvindt uiterlijk binnen 15 werkdagen na de eerste. In de loop van die tweede vergadering, zetelt de Commissie rechtsgeldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Artikel 2

De oproeping vermeldt de verschillende punten die op de agenda staan. Ze is ondertekend door de secretaris en gaat vergezeld van een afschrift van de dossiers en waarnemingsnota's.

Wanneer de bijlagen bij de dossiers te omvangrijk of moeilijk te kopiëren zijn, vermeldt de oproeping dat ze ter inzage liggen in de zetel van de Instandhoudingscommissie.

Artikel 3

Een ontwerp van proces-verbaal en, in voorkomend geval, van met redenen omkleed advies wordt opgemaakt door de secretaris van de Commissie. Het proces-verbaal vermeldt de naam van de aanwezige leden, van de leden die verontschuldigd zijn of die de werken hebben verlaten tijdens de zitting. Het vermeldt ook de naam en hoedanigheden van de personen die uitgenodigd of gehoord zijn bij het onderzoek van sommige punten op de agenda.

Het proces-verbaal geeft een beknopt overzicht van de debatten en het resultaten van de eventuele stemmingen.

De processen-verbaal van de vergaderingen van de Commissie worden gericht aan de gewone en plaatsvervangende leden, uiterlijk met de agenda van de volgende zitting. Ze behoeven de goedkeuring van de volgende vergadering.

De Commissie kan, in gemotiveerde spoedgevallen, het geheel of gedeelte van het proces-verbaal of van de tekst van een gemotiveerd advies goedkeuren tijdens de zitting.

De Commissie bepaalt de eindtekst van de processen-verbaal en van de gemotiveerde adviezen.

Het proces-verbaal en de gemotiveerde adviezen worden ondertekend door de voorzitter van de zitting en de secretaris. Ze worden behouden in de zetel van het Waalse Gewest, Afdeling Natuur en Bossen waaronder de Commissie ressorteert.

De uittreksels van de processen-verbaal en van de adviezen worden voor eensluidend verklaard door de voorzitter en de secretaris.

De gewone en plaatsvervangende leden en de Minister bevoegd voor Natuurbehoud ontvangen de processen-verbaal.

De uitgenodigde of gehoorde personen kunnen de processen-verbaal van de zittingen die ze hebben bijgewoond raadplegen in het secretariaat.

Artikel 4

De secretaris zorgt voor de kennisgeving of de overdracht van de beslissingen, oproepingen en andere mededelingen die voorzien zijn krachtens de artikelen 25, §§ 3, 4 en 5, 26, §§ 1 en 4, 27, § 4, en 29, §§ 1 en 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De secretaris zorgt ook voor de verspreiding van de beslissingen binnen de beste termijnen op de website van het "D.G.R.N.E." (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) die betrekking heeft op Natura 2000.

Artikel 5

Bij vacantverklaring van een mandaat voor het verstrijken ervan, informeert de Commissie de Minister bevoegd voor Natuurbehoud daarvan.

Afdeling 2. — Beraadslagingsregels

Artikel 6

Op voorstel van een lid en op uitnodiging van de voorzitter, kunnen de Commissies alle personen uitnodigen die ze wensen te horen, in het kader van hun werken. Deze persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan worden bijgestaan door een raad.

De secretaris van de Commissie maakt het verslag van de vergadering op en stuurt een afschrift daarvan aan de leden.

Artikel 7

Bij gebrek aan overeenstemming, vinden geheime stemmingen plaats en worden de beslissingen genomen bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige leden, geen rekening houdend met onthoudingen. Bij eenparigheid van stemmen, wordt het voorstel afgewezen.

Artikel 8

De Commissies wijzen in hun midden een ondervoorzitter aan. Bij verhindering van de vaste voorzitter, wordt het voorzitterschap van de zitting waargenomen door de ondervoorzitter. Bij verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter, wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste gewone lid. Een lijst van de aanwezige leden wordt opgemaakt voor alle vergaderingen van de Commissies.

Artikel 9

De gewone leden wonen de vergaderingen van de Instandhoudingscommissies bij met beslissende stem. De plaatsvervangende leden kunnen die vergaderingen bijwonen met raadgevende stem. Evenwel woont een plaatsvervangend lid dat houder is van een volmacht van een verhinderd gewoon lid de vergadering bij met beslissende stem. Het gewone lid dat verhinderd is de vergadering bij te wonen, verwittigt er zijn plaatsvervanger alsook het secretariaat van de Commissie onmiddellijk van.

Afdeling 3. — Periodiciteit van de vergaderingen

Artikel 10

De Commissies komen bijeen ten minste vier keer per jaar en telkens als noodzakelijk, met name wanneer de termijnen voor het uitbrengen van een advies het vereisen.

De Commissies houden hun vergaderingen in de administratieve zetel van de Directeur van het Centrum van de Directie Buitendiensten van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu waaronder ze ressorteren.

De Commissies kunnen vergaderen in andere plaatsen van het Waalse Gewest wanneer ze het nodig achten.

Afdeling 4. — Onverenigbaarheden

Artikel 11

Het is elk Commissielid dat rechtstreeks betrokken is bij een punt op de agenda, verboden om, hetzij persoonlijk, hetzij door een tussenpersoon, aanwezig te zijn op de beraadslagingen of op de stemming van genoemd punt.

Indien de voorzitter van de Commissie betrokken is bij de onverenigbaarheid, wordt zijn bevoegdheid uitgeoefend door de ondervoorzitter.

Indien de werkelijkheid van een rechtstreeks belang van een lid wordt betwist, beraadslaagt de Commissie in aanwezigheid van dat lid. Indien de betrokken beraadslaging leidt tot een verdeling van de stemmen, ressorteert de beslissing onder de bevoegdheid van de zittingsvoorzitter die een beslissing neemt zonder beroep.

Afdeling 5. — Diverse bepalingen

Artikel 12

Onder voorbehoud van de naleving van de wettelijke of reglementaire bepalingen, beslissen de Instandhoudingscommissies voor Natura 2000-sites over de in dit besluit niet-voorzien gevallen nadat de Minister bevoegd voor Natuurbehoud op de hoogte daarvan is gebracht.

Artikel 13

De voorzitter van elke Instandhoudingscommissie voor Natura 2000-sites staat garant voor de toepassing van dit reglement.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de Instandhoudingscommissies voor Natura 2000-sites.

Namen, 20 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART